



## **Extrait du registre des arrêtés du Maire**

**N° 217 T 25**

**Objet :** Réglementation temporaire du stationnement avenue Désiré Dehors

**Le Maire de la Ville de Sainte-Adresse**

**VU** les articles 2212-1 à 2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** l'article R 417-10 du Code de la Route

**VU** la demande présentée par l'entreprise DEMENAGEMENTS GRENIER pour des besoins de déménagement avenue Désiré Dehors

### **ARRETE**

**Article 1 :** Afin de permettre le bon déroulement du déménagement, le stationnement sera interdit devant le 26 avenue Désiré Dehors sur 4 places **le 18 juillet 2025**. Un camion de déménagement sera autorisé à stationner durant le déménagement.

**Article 2 :** L'entreprise mettra en place la signalisation réglementaire visible de jour comme de nuit et les protections nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la route et des piétons. Elle aura l'obligation de réparer les dégâts éventuels causés au domaine public, elle assumera la responsabilité des ouvrages et matériels stationnés et procèdera à l'affichage de l'autorisation.

**Article 3 :** Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées dans les formes prévues par les règlements en vigueur.

**Article 4 :** Les véhicules gênants pourront être enlevés par la fourrière.

**Article 5 :** conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télerecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Sainte-Adresse, les Agents de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire Divisionnaire du Havre, Monsieur le Commandant du Corps Urbain du Havre et les Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sainte-Adresse, le huit juillet deux-mil-vingt-cinq.

